

ÉCONOMIE

LE BLUFF DES ROBOTS

La « nouvelle médiocrité », comme dit le FMI, est là : croissance poussive et faibles gains de productivité.

Qu'à cela ne tienne : les fantastiques innovations technologiques vont débouler, supprimer les emplois par milliers et relancer la machine.

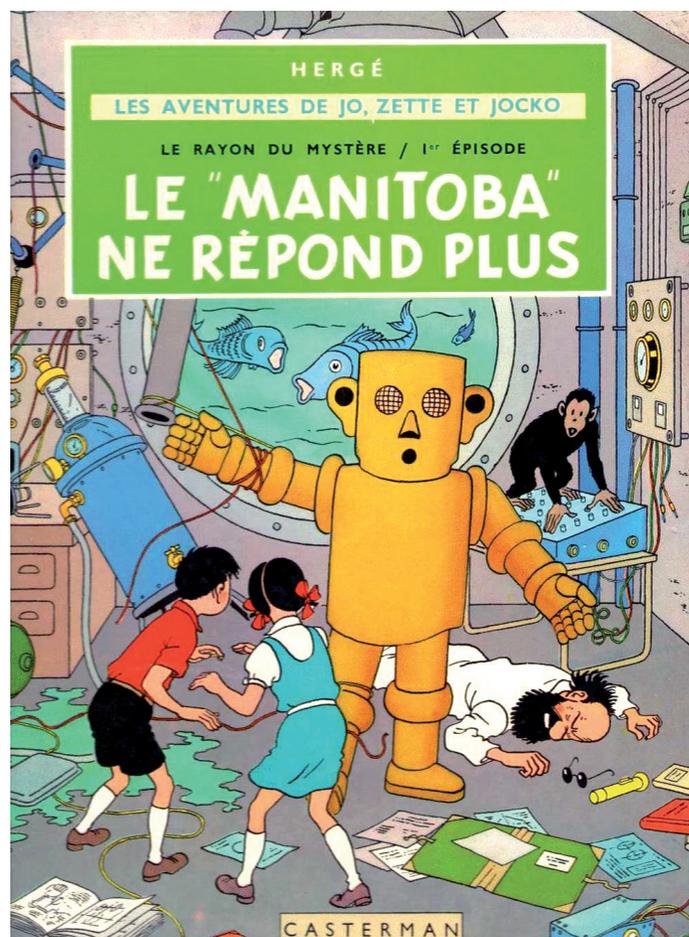
Selon plusieurs études, 47 % des emplois sont menacés par l'automatisation aux États-Unis, 42 % en France, 59 % en Allemagne. Ce n'est pas pour tout de suite, mais c'est dans les tuyaux. Vieux refrain : déjà en 1978 le rapport Nora-Minc sur l'informatisation de la société annonçait des gains énormes de productivité que l'on n'a jamais vu venir. Pour l'instant, le paradoxe de Solow tient toujours : « on voit des ordinateurs partout, sauf dans les statistiques de productivité ». Mais, cette fois, évidemment, c'est différent.

Pas si sûr, car l'OCDE vient de doucher les espoirs des « techno-optimistes » en évaluant à 9 % seulement la proportion des emplois qui « présentent un risque élevé d'automatisation ». D'ailleurs, il ne suffit pas de faire des innovations pour relancer le capitalisme : il faut que ce soit rentable, et qu'il y ait des débouchés car ce ne sont pas les robots qui vont acheter les marchandises qu'ils produisent. Et, petit détail, il faut aussi que la société « tienne », ce qui n'est pas possible au-delà d'un taux de chômage excessif.

L'idée très répandue selon laquelle des gains de productivité très élevés seraient la cause du chômage et annonceraient la fin du travail est à ce jour totalement démentie. Les gains de productivité étaient au contraire très élevés durant la période des « Trente glorieuses » qui était caractérisée par un quasi-plein-emploi. Et la montée du chômage a été concomitante de l'épuisement des gains de productivité.

Mais admettons que la menace de destructions massives d'emplois soit crédible. Ses prophètes mettent alors en avant diverses formes de travail précaire et/ou de revenus déconnectés de l'emploi comme seule alternative possible. On assiste en pratique à la constitution d'un discours partagé par les économistes durs et les gourous des lendemains technologiques. Un discours dangereux, qui fait passer au second plan la seule réponse rationnelle possible : la réduction du temps de travail.

Imaginons une société qui, grâce à une invention magique, n'aurait plus besoin que de la moitié du temps de travail pour obtenir le même niveau de vie. Elle pourrait décider que la moitié des producteurs continue à travailler autant qu'avant, et que l'autre moitié serait « dispensée » de travail et bénéficierait d'un revenu dérivé. Mais elle pourrait aussi profiter de cette manne technologique pour diviser par deux le temps de travail de chacun(e).



Jo, Zette et Jocko. "Le Manitoba ne répond plus", Hergé, 1952.

*Un problème pour le capitalisme : ce ne sont pas les robots qui vont acheter les marchandises qu'ils produisent.*

Laissons de côté la fable et regardons ce qui s'est passé : la productivité horaire du travail a été multipliée par 13,6 au cours du XX<sup>e</sup> siècle, et la durée du travail a baissé de 44 %. Bref, nous travaillons à mi-temps par rapport à nos arrière-grands-parents et si tel n'avait pas été le cas, le chômage aurait atteint des niveaux insurmontables.

Cela ne s'est pas fait « naturellement » : ce sont les luttes sociales qui ont assuré cette redistribution des gains de productivité sous forme de baisse du temps de travail. Et même l'OCDE évoque cette possibilité à venir : « même si le besoin de main-d'œuvre est moindre dans un pays en particulier, cela peut se traduire par une réduction du nombre d'heures travaillées, et pas nécessairement par une baisse du nombre d'emplois, comme l'ont constaté de nombreux pays européens au cours des dernières décennies ».

Michel Husson  
economie@leprogressocial.fr